

# Comment un téléviseur peut vous espionner

**TECHNOLOGIE** Le fabricant de téléviseurs Vizio a reconnu avoir récolté des données sur les habitudes de ses clients. Swisscom utilise aussi certaines données depuis le 1er février – mais permet à ses clients de désactiver leur envoi

ANOUGH SEYDTAGHIA  
@Anouch

C'est une affaire d'espionnage d'une ampleur jamais vue qui vient de trouver son épilogue aux Etats-Unis. Durant des années, le fabricant américain de téléviseurs Vizio a enregistré tout ce que ses clients visionnaient, pour transmettre ensuite ces données à des régies publicitaires. Ce scandale vient de trouver son épilogue, Vizio ayant été condamné, dans la nuit de lundi à mardi, à payer une amende de 2,2 millions de dollars. L'affaire rencontre un écho particulier en ce début 2017, alors que l'essor de la télévision numérique offre potentiellement une mine d'information aux annonceurs.

Même si Vizio vend ses téléviseurs haut de gamme aux Etats-Unis uniquement, l'affaire concerne malgré tout 11 millions de téléviseurs mis sur le marché. Selon le *Los Angeles Times*, la marque américaine détenait, en 2016, 20% du marché de la télévision aux Etats-Unis. Basé à Irvine, en Californie, le fabricant avait mis en place une stratégie industrielle pour espionner les habitudes de ses clients. Dès 2014, Vizio



«Pour la première fois, la FTC déclare dans une plainte que l'activité individuelle télévisuelle est une information sensible», a affirmé la présidente par intérim de la Federal Trade Commission (FTC), l'organisme de régulation des télécoms aux Etats-Unis, Maureen K. Ohlhausen. (ALEX WONG/GETTY/AFP)

met sur le marché des téléviseurs intelligents capables de savoir, seconde après seconde, ce qui est affiché à l'écran, que ce soit des chaînes de télévision reçues via le câble, des vidéos achetées à la demande, des DVD ou du contenu acquis en streaming, selon la Federal Trade Commission (FTC), l'or-

ganisme de régulation des télécoms aux Etats-Unis.

## Première aux Etats-Unis

Ainsi, chaque jour, le fabricant récoltait des millions de «points» sur les écrans des téléviseurs, qu'il lui suffisait de comparer avec des bases de données pour savoir ce

que regardaient chaque jour ses millions de clients. Ensuite, ces données étaient fournies à des agences de publicité en y ajoutant des informations démographiques: sexe, âge, revenu, statut marital, taille du ménage, niveau d'éducation, etc. Couplées à des données IP – soit en quelque sorte

l'adresse internet de la maison –, ces informations permettaient ensuite d'offrir des publicités ciblées à ces foyers, par exemple sur les ordinateurs ou les smartphones se trouvant dans le ménage.

Le reproche principal adressé au fabricant est de ne pas avoir averti ses clients de ses pratiques. Jusqu'à présent, les données sensibles telles que définies par la loi concernaient des éléments liés à la finance et à la santé. «Pour la première fois, la FTC déclare dans une plainte que l'activité individuelle télévisuelle est une information sensible», a affirmé la présidente par intérim de la FTC, Maureen K. Ohlhausen.

## La curiosité de Swisscom TV

Contrairement à la télévision analogique, la télévision numérique permet à son émetteur d'avoir un retour et de savoir en permanence ce que regarde le client. En Suisse, c'est ainsi potentiellement le cas pour UPC et pour Swisscom, par exemple. Ce dernier opérateur vient d'ailleurs de modifier ses conditions générales. Par défaut, dans les réglages de l'espace client, ce dernier accepte

que ses données soient utilisées. Il est ainsi écrit: «Vos données sont à la disposition d'Admeira (la régie publicitaire créée par Swisscom, la SSR et Ringier, copropriétaire du Temps avec Axel Springer) pour une publicité encore plus ciblée dans les médias numériques.»

Auparavant, par défaut, l'envoi de ces données était désactivé. Ce n'est plus le cas depuis le 1er février. Mais cette situation, selon l'entreprise, ne pose aucun problème légal: «Swisscom se conforme à la loi actuelle sur la protection des données et les clients peuvent eux-mêmes déterminer l'usage des données qu'ils souhaitent autoriser», explique une porte-parole de Swisscom.

L'opérateur précise dans l'espace client les données utilisées: «Il s'agit d'informations relatives à votre personne (classe d'âge, sexe, région de domicile) qui peuvent être couplées à d'autres informations concernant votre utilisation d'un site web ou de services en ligne de partenaires du réseau publicitaire. Nous utilisons pour cela votre adresse IP, qui nous est fournie par les partenaires concernés.»

## Pénurie de logements à Genève: l'étonnant calcul des autorités

**GRAND GENÈVE** Une étude avance qu'un retour sur sol genevois des 100 000 travailleurs résidant hors du canton pourrait ramener jusqu'à 700 millions de francs dans l'économie genevoise. Or, ce chiffre ne tient pas compte des charges que ces nouveaux habitants engendreraient

Jusqu'à 700 millions de francs. Voilà le bénéfice dont pourrait profiter l'économie genevoise si un tiers des actifs qui résident au-delà des frontières cantonales, soit 100 000 personnes, décidaient de s'installer à Genève. Ce chiffre – brandi par la **Chambre genevoise de commerce et d'industrie (CCIG)** et le Département cantonal du logement (DALE) – a été extrait d'une étude commandée auprès de la Haute Ecole de gestion et dévoilé mardi lors d'une conférence de presse. Près de 600 personnes situées dans les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie ainsi que dans le district de Nyon ont été sélectionnées pour participer à cette enquête.

Parmi les résultats les plus pertinents, les auteurs de l'étude relèvent qu'un ménage sur deux, domicilié dans l'Ain ou la Haute-Savoie, envisagerait de s'établir dans le canton pour autant qu'il puisse y trouver un logement similaire, une fourchette de prix équivalente ou une qualité de vie identique. Pour ceux résidant à Nyon et ses environs, ce taux fléchit à 16%. Au total, près de 16 000 ménages se disent donc intéressés à habiter le canton, de quoi faire frémir à la hausse le produit intérieur brut (PIB) genevois entre 1,1 et 1,5%, soit entre 530 et 700 millions de francs. Voilà pour les recettes, mais que

dire des charges que ces nouveaux arrivants engendreraient? C'est là que le bât blesse. Sur les 49 pages que dénombre l'étude, seules 4 d'entre elles s'affairent à préjuger de l'incidence sur les finances publiques, en termes de nouvelles infrastructures ou de dépenses de santé, par exemple. Et aux auteurs de conclure qu'ils ne

sont pas en mesure de chiffrer précisément cet impact...

Sans ces données cruciales, peut-on vraiment se forger une opinion quant à l'opportunité économique de rapatrier ce tiers d'actifs qui échappe au canton? Apparemment oui, à en croire le ministre du Logement. Le conseiller d'Etat Antonio Hodgson n'a pas manqué de rappeler «la nécessité de privilégier une offre diversifiée de logements, dont fait partie la propriété, pour répondre aux besoins de la population».

Et de vanter le travail étatique qui «redouble d'efforts en faveur de la construction» de nouvelles habitations, notamment sur le futur site Praille-Accacias-Vernets. Un message que martèle l'écologiste, le magistrat s'étant exprimé trois fois sur ce sujet en moins de deux semaines. A ceux qui l'auraient oublié, le canton de Genève renouvellera son Conseil d'Etat en 2018. C'est-à-dire demain. ■

OLIVIER FRANCEY  
@OlivierFrancey

### L'HISTOIRE

## PANORAMA

### Les caisses de pension ont su réagir aux taux négatifs en 2016

Le rendement des caisses de pension suisses s'est amélioré en 2016, malgré un «mauvais» début d'année et des écarts en juin et en octobre. Les institutions de prévoyance ont su réagir aux taux négatifs, souligne Julien Favre, l'expert en conseil financier de VZ VermögensZentrum. Les indices d'UBS et de Credit Suisse ont respectivement progressé de 3,41% et 3,87% en 2016, selon les derniers chiffres émanant des banques. Les caisses de pension n'avaient atteint un rendement que de +0,7% en 2015, un résultat plus bas que le taux d'intérêt minimal dont elles doivent créditer leurs assurés et inférieur au rendement requis pour pouvoir remplir leurs engagements sur le long terme. Au fil de l'année, le faux départ des institutions de prévoyance en janvier et février 2016 a pu être compensé, comme les mauvais rendements de juin et d'octobre. **ATS**

### GM annonce ses plus gros bénéfices depuis 2009

General Motors (GM) a dégagé en 2016 ses meilleurs résultats depuis sa faillite de 2009. Le premier constructeur américain a promis une performance identique en 2017 malgré des stocks importants et des pressions du président américain Donald Trump pour produire davantage aux Etats-Unis. Le bénéfice net annuel a certes baissé de 2,7% à 9,43 milliards de dollars (9,32 milliards de francs), a indiqué mardi GM. Mais le bénéfice opérationnel a atteint 12 milliards de dollars (+9,3% sur un an) pour une marge record de 10,1%, un niveau rare pour un constructeur de véhicules de masse. GM a vendu un record de 10 millions de voitures (+1,2%) l'an dernier mais reste troisième constructeur automobile mondial derrière l'allemand Volkswagen (10,3 milliards d'unités) et le japonais Toyota (10,18 milliards). Le chiffre d'affaires annuel a augmenté de 9,2% à 166,38 milliards de dollars. **ATS**

## PUBLICITE

Vous êtes tous les bienvenus!

### CONFÉRENCE PUBLIQUE

L'ouverture économique est un succès majeur et important pour la réussite helvétique. Les milieux économiques et scientifiques en débattent :

## Ouverture économique de la Suisse – quo vadis?

Mardi 14 février 2017

17h30, Rolex Learning Center EPFL, Lausanne

L'entrée est gratuite. Apéro offert.

#### INTRODUCTION

**Cristina Gaggini**

Membre de la direction, Directrice romande économie suisse

#### TABLE RONDE

**Etienne Jornod**

Président exécutif du Conseil d'administration Galenica / Représentant de l'industrie pharmaceutique

**Philippe Leuba**

Conseiller d'Etat vaudois, Département de l'économie et du sport

**Pr Martin Vetterli**

Président de l'EPFL / Représentant de Swissuniversities

**Dr Nicolas Durand**

CEO Abionix SA

**Dr Jurgi Camblog**

CEO Sophia Genetics

#### MODÉRATEUR

**Dr Katja Gentinetta**

Philosophe politique et associée de Gentinetta\*Scholten GmbH

#### CONCLUSION

**Fathi Derder**

Président LeRéseau

Entrée gratuite, mais inscription obligatoire : [www.ouverture-economique.ch/inscription](http://www.ouverture-economique.ch/inscription)

#### CO-ORGANISÉ PAR

